

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demandes de renseignements généraux

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

1.	Voyages hors Québec	
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets au Québec	
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	
4.	Conférences de presse, évènements	
5.	Formation en communication	
6.	Contrats	
7.	Appels d'offres publics	
8.	Consultants externes	
9.	Développements informatiques	
10.	Hébergement de données	
11.	Dépenses diverses	
12.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	
13 a)	Minorités visibles 35 ans et +	SCT
13 b)	Minorités visibles - de 35 ans	SCT
13 c)	Jours de maladie	SCT
13 d)	Réserve de maladie	SCT
13 e)	Heures supplémentaires	SCT
13 f)	Jours de vacances	SCT
13 g)	Réserve de jours de vacances	SCT
13 h)	Personnel double rémunération	
13 i)	Effectifs par catégories d'emploi et par territoire	SCT
13 j)	Effectifs complexité	SCT
13 k)	Effectifs traitement supérieur	SCT
13 l)	Effectifs 5 prochains exercices	SCT
13 m)	Nombre employés permanents et temporaires	SCT
13 n)	Départs volontaires	SCT
13 o)	Postes abolis par ministère	
13 p)	Effectif autorisé Loi 15	SCT
13 q)	Postes vacants	
14 a)	Départ à la retraite	SCT
14 b)	Remplacement selon PGRH	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demandes de renseignements généraux

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

14 c)	Retraités à contrat	
15.	Baux SQI	
16.	Actifs immobiliers excédentaires	
17.	Aménagement	
18.	Membres du Cabinet	s / o
19.	Budget discrétionnaire	
20.	Personnel hors structure	
21.	Personnel en disponibilité	SCT
22.	Occasionnels mis à pied	SCT
23.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	
24.	Abonnements	
25.	Billets de saison, loges, club privé	
26.	Site Internet	
27.	Visites ministérielles et sous ministérielles	s / o
28.	Adjointes parlementaires	s / o
29.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	SCT
30.	Crédits périmés et gel de crédits	SCT
31.	Revenus autonomes et tarification	RAG
32.	Plan de réduction	SCT
33.	Transferts du gouvernement fédéral	
34.	Primes au rendement et bonis	
35.	Primes au rendement et bonis, Cabinet	s / o
36.	Primes de départ, allocation de transition	
37.	Augmentations de salaire	SCT
38.	Reconduction des programmes existants	SCT
39.	Initiatives ou majoration programmes existants	SCT
40.	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	
41.	Taux d'absentéisme	SCT
42.	Cotisations à des associations	
43.	Sondages	
44.	Compensation émission de gaz à effet de serre	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demandes de renseignements généraux

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

45.	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	
46.	Plan d'action personnes handicapées 2021-2024	
47.	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028	
48.	Rapport CSDEPJ	SCT
49.	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	RAG
50.	Mesures de télétravail/travail à distance	
51.	Remboursement matériel télétravail	
52.	Soutien employés – santé mentale	
53.	Contrats – firme consultation	
54.	CT réunions	
55.	Formations	
56.	Concours et tirages	
57.	Communications/affaires publiques	
58.	Incidents de sécurité de l'information	
59.	Rémunération des stages	
60.	Consultation autochtone	
61.	Contrats conclus de gré à gré. Proportion et nombre	
62.	Contrats – firmes-conseils	
63.	Dépense supplémentaire Covid-19	SCT
64.	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	SCT
65.	Amendes perçus 5 dernières années	s/o.
66.	Contrat sous-traitance	
67.	Services tarifés	RAG
68.	Actifs possédés meubles et immeubles	
69.	Coûts de système	SCT
70.	Sommes versées dommages exemplaires	
71.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	
72.	Demandes d'accès à l'information	RAG
73.	Salaires versé sans fonction ou tâche assignée	
74.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référez à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des L'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant ;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

IDENTIFICATION	DESCRIPTION			COÛT
Fonction	Endroit	Date	But du voyage	
Marie-Hélène Gauthier, Présidente par intérim	Ottawa	24-25 mai 2023	Participation à une réunion du comité consultatif technique des sciences et des connaissances de l'Agence canadienne d'évaluation des impacts	0 \$
Marie-Hélène Gauthier, Vice-présidente	St-John's, Terre-Neuve	11 au 14 septembre 2023	Participation à une réunion du comité consultatif technique des sciences et des connaissances de l'Agence canadienne d'évaluation des impacts	0 \$
Total :				0 \$

Données au 31 janvier 2024.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).
<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2023-2024 :

- a) les raisons du déplacement ;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- c) les coûts ventilés ;

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	RAISON DU VOYAGE	
				Aucun voyage en avion en 2023-2024	0 \$
Total :					0 \$

Données au 31 janvier 2024.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) le but visé par chaque dépense ;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- f) les nom des fournisseurs, incluant les contrat de photographie;
- g) La répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que la date de diffusion;
- h) Le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/> Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément:

Par le cabinet ministériel:

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme:

- e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- f) le but visé par chaque dépense ;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié) ;
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- m) le but visé par chaque dépense ;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement;

DATE	BUT DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE	Fournisseur	COÛTS
14 décembre 2023	Conférence du premier vice-président de l’institution, monsieur Michel Yergeau	Audiovisuel (MESS)	2 502 \$
		Déplacement	1 065 \$
		Hébergement	148 \$
		Pause-café	96 \$
		Affichette	30 \$

Données au 31 janvier 2024.

DATE	BUT DU FORUM	Fournisseur	COÛTS
30 janvier 2024	Journée d’échange sur les bonnes pratiques en participation publique	Location de salle - repas- pause-café (Le groupe resto plaisir)	3 538 \$
		Audiovisuel (Encore)	2 155 \$

Données au 31 janvier 2024.

DATE	BUT DES BREFFAGES MÉDIAS	Fournisseur	COÛTS
20 septembre 2023	Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	Communiqué de presse (CNW)	125 \$
4 octobre 2023	Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminées à Saint-Ambroise	Communiqué de presse (CNW)	125 \$
7 novembre 2023	Projet éolien Des Neiges – Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	Communiqué de presse (CNW)	250 \$

Données au 31 janvier 2024.

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

Organisme	Titre de la formation	Coûts
BAPE	Atelier stratégique d'écriture	422 \$
	Total	422 \$

Données au 31 janvier 2024

Données par un professionnel ou une firme externe :

Firme / fournisseur	Titre de la formation	Coûts
Barreau du Québec	PL96 - Survol du nouveau droit linguistique québécois	0 \$
Cyberimpact	Maîtriser l'art de la rédaction d'infolettres	0 \$
Forum de la communication gouvernementale	Journée des communications gouvernementales	0 \$
LinkedIn	Les fondements de la communication	0 \$
LinkedIn	Gérer les conflits grâce à la médiation	0 \$
Office québécoise de la langue française	Rédaction épïcène	0 \$
Réseau environnement	Réseaux sociaux et acceptabilité sociale : quelle influence ?	750 \$
	Total	750 \$

Données au 31 janvier 2024

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphes 22 et 23)*. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
9410-0948 Québec inc.	Hébergement audience publique - Projet de modification des limites du parc national du Mont-Orford	1 552,50	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
9494-7967 Québec inc.	Location de salle audience publique - Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	4 003,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
AFI	Formation Microsoft Dynamics 365 - Service client	2 128,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	Congrès 2023 - Transition énergétique à l'heure des grands projets	1 080,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cabane à sucre Jean Renaud & Fils	Location de salle audience publique - projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stablex à Blainville	2 689,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Climpro inc.	Entretien de l'unité de climatisation dans la salle informatique	1 730,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Corp. du centre culturel et commun. Thérèse de	Location de salle audience publique - projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stablex à Blainville	1 503,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cossette Média inc.	Avis publics audience publique - projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique Champlain-Hebdos Mékinac des Chenaux	1 096,38	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cossette Média inc.	Avis publics audience publique - Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel - hebdomadaires régionaux : Info Laurentides;	1 214,62	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cossette Média inc.	Avis publics audience publique - Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminées à Saint-Ambroise - Groupe Capitales Média	1 033,50	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Ébénisterie Reflet inc.	Ajout de trois modules de rangement	4 678,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Éclat Audiovisuel inc.	Sonorisation période d'information publique - Projet éolien Des Neiges – Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	3 816,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Encore	Sonorisation - journée d'échange sur les bonnes pratiques en participation publique	2 154,54	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Esri Canada Limited	Renouvellement d'un logiciel de cartographie	1 180,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Facebook	Publication Facebook - projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique Champlain	1 053,48	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
FDTpro inc.	Renouvellement du logiciel de feuille de temps	3 000,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
FDTpro inc.	Développement de la feuille de temps	3 800,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
GoSecure inc.	Renouvellement du support du pare-feu pour la sécurité informatique	2 500,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Groupe Cyberswat inc.	Audit de sécurité informatique - bilan de situation actuelle du BAPE, obligation art.16.6.2 LGRI	14 971,00	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Groupe Méga-Scène	Sonorisation période d'information publique - Projet de parc éolien Mesgi'g Ugju's'n 2 dans la MRC d'Avignon	6 125,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Groupe restos plaisirs inc., Le	Location de salle, repas, pause-café - Journée d'échange sur les bonnes pratiques en participation publique	3 538,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hôtels Delta Marriott Mont Sainte-Anne	Location de salle période d'information publique - Projet éolien Des Neiges – Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	1 500,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hôtels Delta Marriott Mont Sainte-Anne	Location de salle audience publique - Projet éolien Des Neiges – Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	12 000,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Idéart Consultant inc.	Services de transcription sténographique audience publique - Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminées à Saint-Ambroise	11 310,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Iron Mountain Canada Operations ULC	Destruction de disques durs	1 271,04	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Lampron, Mathieu (002)	Création d'une bande dessinée éducative pour les citoyens sur comment participer à une période d'information et à une audience	23 250,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés	Examen du rapport annuel de gestion 2022-2023	7 150,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Marketing Léger inc.	Rédaction d'un rapport stratégique suite aux résultats du dernier sondage de notoriété	2 500,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
MaSténo s.e.n.c.	Services de transcription sténographique audience publique - projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stablex à Blainville	13 000,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Morency, Société d'avocats, s.e.n.c.r.l.	Service juridique lié à une demande d'accès à l'information (ajustement en 23-24, contrat octroyé en 22-23)	27 020,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Municipalité de Champlain	Location de salle audience publique - le projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique Champlain	3 460,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
P.O.B. sténographes officiels	Services de transcription sténographique audience publique - Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	13 650,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Pogz inc.	Acquisition fonds de scène	1 595,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Productions Multi-Show inc., Les	Sonorisation période d'information publique - Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	2 580,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Québec Municipal	4 parutions afin de promouvoir l'infolettre	1 020,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Réseau d'information municipale, Le	Bannière section environnement et infrastructure – Lancement de l'infolettre	1 025,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Révizio - Agence Linguistique Professionnelle inc.	Révision linguistique Rapport 371 - Audience publique sur le Projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stalex à Blainville	1 440,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Révizio - Agence Linguistique Professionnelle inc.	Révision linguistique rapport 372 - Audience publique sur le Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique Champlain	1 260,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Slythe, Julien (sténographe)	Services de transcription sténographique audience publique - Projet éolien Des Neiges – Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	15 200,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Softchoice LP	Renouvellement de la licence Select plus Level D pour 36 mois	2 454,70	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Solotech inc.	Sonorisation période d'information publique - Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminées à Saint-Ambroise	3 680,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Sténo MMM S.E.N.C.	Services de transcription sténographique audience publique- projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique Champlain	15 000,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Stratégie Développement Organisationnel - Strado	Révision du plan stratégique pour les 3 prochaines années	5 825,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Turgeon, Isabelle (services linguistiques)	Révision linguistique du rapport 370 - Audience publique sur le Projet de modification des limites du parc national du Mont-Orford	2 475,00	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Données au 31 janvier 2024

L' informations fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune ;**
 - b) la grille d'évaluation des soumissions ;**
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat ;**
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat ;
- f) la date de début de son contrat ;
- g) la date prévue de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

Toutes les ressources du BAPE sont des employés du gouvernement ou des personnes nommées par décret.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) le nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

Le BAPE n'a aucun projet qualifié de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatique en 2023-2024.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant l'hébergement de données infonuagique, fournir :

- a) les coût estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données ;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité ;
 - d) la liste des fournisseurs ;
 - e) une copie du plan de déploiement.
-

a) les coûts estimés par année

Elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données

Le BAPE a dépensé 21 838 \$ pour son infrastructure et 35 703 \$ pour les outils de collaboration (données au 31 janvier 2024).

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité

Aucun

d) la liste des fournisseurs

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels d offres et acquisitions/Courtier en infonuagique/L prestataires qualifiés AO courtier.pdf>

e) une copie du plan de déploiement

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie ;
- b) le mobilier de bureau ;
- c) l'ameublement ;
- d) la décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport ;
- g) le remboursement des frais d'hébergement ;
- h) le remboursement des frais de repas ;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes ;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec ;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense totale pour l'organisme
Photocopie ⁽¹⁾	6 531 \$
Mobilier de bureau	4 678 \$
La décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas ⁽²⁾	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc.)	6 284 \$
– Frais d'hébergement	16 459 \$
– Remboursement rapports de frais ⁽³⁾	20 822 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement ⁽⁴⁾	
– a) au Québec (Frais d'inscription et frais de déplacement)	12 870 \$
– b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Données au 31 janvier 2024.

- 1. Inclus la location des photocopieurs, l'achat de papier pour les photocopieurs et les impressions de rapport.
- 2. Ces frais sont à 77 % imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de période d'information publique, d'enquête, d'audience publique ou de consultation ciblée. Ces frais n'inclut pas les allocations de séjour prévues au décret des membres du Bureau.
- 3. Ces frais inclut en général les remboursements de frais de repas ou les indemnités que les employés ont droit. Ils peuvent inclure le remboursement de certains frais de transports.
- 4. Inclus les dépenses liées aux formations.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques ;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu ;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent;
- f) le coût d'acquisition des appareils ;
- g) le coût d'utilisation des appareils ;
- h) les noms des fournisseurs ;
- i) les ordinateurs portables ;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

	2023-2024
a) Le coût des contrats téléphoniques	
b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	0 \$
c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	59 \$
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu	28 \$
e) Le nombre de téléphones cellulaires (blackberry, iPhone, ou autre type de téléphone intelligent)	
f) Les coûts d'acquisition des appareils	
g) Le coût d'utilisation des appareils	
h) Le nom des fournisseurs	
i) Les ordinateurs portables	
j) les Ipad ou autre type de tablette électronique	

Données au 31 janvier 2024.

Les sous-questions e), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 13 a),b),c),d),e) et f)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;**
– **le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

QUESTION GÉNÉRALE N° 13 g),h),i),j) et k)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

QUESTION GÉNÉRALE N° 13 l),m),n),o),p), et q)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste aboli.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés des effectifs, ventilation par région.

Dix postes vacants et dix ETC non comblés à Québec (donnée au 31 janvier 2024)

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées ;
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines ;
 - c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun remplacement effectué en 2023-2024.

- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location ;
- b) la superficie totale pour chaque local loué ;
- c) le coût total de ladite location ;
- d) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- e) la durée du bail ;
- f) le propriétaire de l’espace loué ;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée ;
- i) la superficie inoccupée ;
- j) le coût de location au mètre carré ;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Aménagement :	Au 31 janvier 2024 : coût d’aménagement 72 773 \$
	Coût d’aménagement réalisé en 2019-2020 de 1 033 432,44 \$ sera amorti sur 15 ans à partir du 1 ^{er} avril 2020 (79 388,52 \$/an)
Durée du bail :	Début du bail 2020-01-01 pour 10 ans avec l’option de renouvellement de 5 ans
Coût de résiliation	Aucune résiliation

Les sous-questions h), i), j), et k) ne semblent pas pertinentes à l’étude des crédits

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir:

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) la valeur estimée de ceux-ci;**
- c) les coûts d'entretien annuel**
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Le BAPE n'a aucun actif immobilier excédentaire.

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux ;**
- b) les coûts ;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucun aménagement fait pour la haute direction du BAPE en 2023-2024.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) la masse salariale totale par cabinet ;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 19

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale ;
- c) le montant attribué ;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;
- e) la date de l'assignation hors structure ;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2024-2025.

Il n'y a pas de personnel hors structure au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial ;**
- b) le salaire ;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu ;**
- d) la date de la mise en disponibilité ;**
- e) les prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;**
- b) par catégorie d'âge ;**
- c) prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale ;
- e) l'assignation actuelle ;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun ;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à se demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements	COÛTS 2023-2024
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique 4 accès inclus ➤ Année 2024	640 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique ➤ Abonnement Accesazim et consultation Plumitif (2023-2024) 10 mois	165 \$
Cyberimpact (Abonnement électronique) ➤ Lancement de l'infolettre en septembre 2023 - abonnement 1001 à 1500 contacts et plus au besoin	385 \$
Total :	1 190 \$

Données au 31 janvier 2024.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
 - c) les coûts de construction du site ;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
 - f) le nombre de visiteur («hits») par mois ;
 - g) nombre de visiteurs uniques mensuellement ;
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
-

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- Aucune conception ou refonte du site web en 2023-2024

Contenu, entretien et mise à jour

- La mise à jour sont réalisés à l'interne.
- La dépense d'entretien et d'hébergement pour l'exercice 2023-2024 assuré par ITI (revendeur Microsoft Azure) est de 4 737 \$.
- En juin 2023, un contrat a été conclu avec Sigmund afin d'effectuer la mise à jour d'Umbraco pour passer de la version 7 à la version 12 ainsi que le déplacement d'une composante technologique qui permettra au BAPE d'être plus autonome dans ses modifications. Le contrat est de maximum 82 940 \$ (74 100 \$ dépensé en 2023-2024)
- Coûts liés à la réservation du nom de domaine en 2023-2024 : 103.5 \$ (MCN)
- Données au 31 janvier 2024.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNCE-CNDP)

(www.participation-du-public.net)

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par ITI.
- Coûts liés à la réservation du nom de domaine en 2023-2034 : 25,42 \$ (OVH)

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées ;**
- b) les personnes et organismes rencontrées ;**
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ;**
- d) les raisons du déplacement ;**
- e) l'itinéraire et les dates du départ et /ou du retour ;**
- f) les coûts ventilés ;**
- g) le cas échéants, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.) ;
- c) le nombre de ressources affectées ;
- d) le nombre de rencontres ;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;
- f) l'objet ;
- g) les dates.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévision 2024-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun boni au rendement n'a été versé en 2023-2024.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;**
 - b) les grands dossiers en cours ;**
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;**
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;**
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**
-

a) la dépense totale (opération et capital);

Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2023-2024 : 954 900 \$

b) les grands dossiers en cours;

Le BAPE n'a aucun grand projet en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetri.gouv.qc.ca/>).

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employé ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Ordres ou corporations professionnels	COÛTS 2023-2024	Nombre d'employé
Barreau du Québec – Cotisation annuelle 2023-2024 ⁽¹⁾	2601,96	1

1. Remboursement en conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.

Cotisation à des associations	COÛTS 2023-2024	Nombre d'employé
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQEI) Membre affilié 2023-2024	700 \$	14
Regroupement de réseaux en santé de personnes au travail (RRSPT) Cotisation 2024, masse salariale assurable de l'année 2023.	509 \$	
Total :	1 209 \$	

Données au 31 janvier 2024.

En conformité avec la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Nom de la firme	Sujet	Dépenses 2023-2024
Marketing Léger Inc.	Projet de caractérisation des participants et des non participants afin d'identifier les freins ainsi que les incitateurs à la participation (contrat 21 200 \$ signé en 21-22).	7000 \$
Stratégie Développement Organisationnel - Strado	Sondages auprès des employés portant sur différents thèmes en lien avec la gestion des ressources humaine en application du plan stratégique (contrat de 39 750 \$ signé en 23-24).	13 230 \$

Données au 31 janvier 2024.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;**
- b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;**
- c) nombre d'employés transférés en région depuis le 1er octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation> .

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenu dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024 ;

Aucune dépense en 2023-2024.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site internet de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/documents-administratifs-et-reglementaires/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Le BAPE n'a fait aucune dépense en 2023-2024 dans la réalisation de son Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site internet de l'organisme.
<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/documents-administratifs-et-reglementaires/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance en 2023-2024 au sein du ministère ou de l'organisme:

- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;**
- d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié ;**
- e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine, 2 jours par semaine, 3 jours par semaine, 4 jours par semaine, 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

- a) les sommes dépensées;**
 - b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**
-

a) Somme dépensées;

5 734 \$ au 31 janvier 2024 pour le programme d'aide aux employés.

b) Sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Aucune dépense en 2023-2024.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :

- a) la firme retenue;**
- b) la copie du contrat;**
- c) la date de fin prévue du contrat;**
- d) la valeur prévue du contrat;**
- e) les sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21)
<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22 et 23) <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

-
- a) Le BAPE compte, au 31 janvier 2024, 12 personnes dont les tâches comportent en partie de s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.
 - b) Le BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement pour la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
 - c) Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
 - d) Se référer à la demande générale 06

QUESTION GÉNÉRALE N° 58

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;**
- b) le type d'incidents ;**
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.**

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;**
- b) Heures de stages effectués ;**
- c) Rémunération totale déboursée.**

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 60

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**
-

Aucune dépense allouée à la consultation avec les Autochtones.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils ; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 65

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le BAPE ne perçoit pas d'amendes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 66

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 67

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 68

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur des actifs possédés ; meubles et immeubles.

Le BAPE ne possède aucun immeuble.

La valeur nette des biens meubles est de 55 987 \$ au 31 janvier 2024.

QUESTION GÉNÉRALE N° 69

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 70

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 71

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 72

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 73

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2023-2024, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 74

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2024

ÉTUDE DES CREDITS 2024-2025

Demande de renseignements particuliers de l’Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2.	Sommes dépensées pour l’informatique et les technologies de l’information
3.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, l’aménagement, la décoration et les travaux divers
4.	Campagnes de publicité et de sensibilisation
5.	Subvention
6.	Nombre d’employés affectés aux communications et/ou affaires publiques
7.	Créances et/ou amendes à recouvrer
18.	L’évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux
19.	Comités interministériels et autres
20.	Comité consultatif jeunesse
21.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2023-2024, indiquer :

- a) la liste des employé(e)s et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils et elles occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration.

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Membre à temps plein (Information au 31 janvier 2024)	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2 avril 2022
FORTIN, Marie-Eve	3 ans	2021-10-04	2024-10-03	113 451 \$ - 153 155 \$
GAUTHIER, Marie-Hélène Vice-présidente ¹	5 ans	2021-09-30	2026-09-29 ¹	130 732 \$ - 169 950 \$
GAUTHIER, Marie-Hélène Présidente par intérim	5 ans	2022-07-16	2023-07-02	143 805 \$ - 186 945 \$
MORISSETTE, Antoine	3 ans	2022-05-31	2025-05-30	113 451 \$ - 153 155 \$
Roy, Alain R., président	5 ans	2023-07-03	2028-07-02	144 249 \$ - 187 521\$
ZAYED, Joseph	3 ans	2023-09-03	2026-09-02	113 451 \$ - 153 155 \$

1. Démission en cours de l'exercice

Membres additionnels à temps partiel			
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat
ALLAIRE, Michel	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
ANDRÉ, Pierre	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
BÉDARD, Jacques	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025
DÉRIGER, Louis	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025
FLEURY LAROUCHE, Ursula	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
GENDRON, Corinne	5 ans	3 septembre 2023	2 septembre 2028
HÉBERT, Jean	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
LANMAFANKPOTIN, Georges	3 ans	14 décembre 2022	13 décembre 2025
LOCAT, Jacques ¹	3 ans	3 septembre 2020	2 septembre 2023
MAGNAN, Pierre	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
MCKAY, Scott	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
MELOCHE, Geneviève	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025
PAUL, Mireille	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025
RACINE, Valérie	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025
RENAUD, Pierre	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
ST-MICHEL, Linda	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025
THIBAUT-BÉDARD, Prunelle	3 ans	7 mars 2022	6 mars 2025

1. Fin de mandat au cours de l'exercice

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation de mandats en 2023-2024 apparaissent en caractères gras. Les honoraires pour une journée de 7 heures sont de 704 \$ à titre de président de commission et de 668,8 \$ à titre de commissaire. La rémunération des membres additionnels à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est fixée par décret (805-2001).

La rémunération totale versée aux membres additionnels en 2023-2024 s'élève à 200 164\$ à la période de paie 26.

LISTE DES EMPLOYES REGULIERS, OCCASIONNELS, ETUDIANTS ET STAGIAIRES
AU 31 JANVIER 2024

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS	ÉCHELLE DE TRAITEMENT AU 1 AVRIL 2022	
		MINIMUM	MAXIMUM
PERSONNEL D'ENCADREMENT			
630 Cadre	3	93 209 \$	151 728 \$
PROFESSIONNEL ET JURISTE			
105 Chef du service du soutien à la gestion - expert	1	53 497 \$	99 864 \$
104 Agent d'information	4	48 488 \$	90 110 \$
105 Agent de recherche	10	48 488 \$	90 110 \$
105 Agent de recherche - expert	1	53 337 \$	99 121 \$
108 Analyste informatique et des procédés adm. - expert	1	53 337 \$	99 121 \$
108 Analyste informatique et des procédés adm.	2	48 488 \$	90 110 \$
113 Biologiste	2	50 388 \$	93 744 \$
115 Avocat et notaire	1	56 719 \$	114 344 \$
124 Spécialiste en sciences physiques	2	50 388 \$	93 744 \$
TECHNICIEN			
264 Technicien en administration	9	41 055 \$	57 638 \$
265 Technicien en arts appliqués et graphiques	1	39 302 \$	55 191 \$
272 Technicien en informatique	2	41 055 \$	57 638 \$
PERSONNEL DE BUREAU			
221 Agent de secrétariat	3	38 352 \$	49 036 \$
ETUDIANT ET STAGIAIRE			
TOTAL	42		

Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Les frais de représentation

Titre	2023-2024 Selon les données au 31 janvier 2024
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	0 \$
Présidente par intérim	0 \$
Vice-présidente (Maximum annuel autorisé : 2 070 \$)	0 \$
Cadres (3 personnes)	114 \$

Allocation de séjour

Titre	2023-2024 Paie 26
Alain R. Roy, Président	12 584 \$
Joseph Zayed, membre à temps plein	18 876 \$

Frais de déplacement, de repas et de voyage (pour l'ensemble du personnel)⁽¹⁾

Titre	2023-2024 Selon les données au 31 janvier 2024
Remboursement de frais de voyage (Repas, indemnités forfaitaires, peut inclure occasionnellement des frais d'hébergement et de transport)	20 822 \$
Hébergement	16 459 \$
Transport	6 284 \$

1. Ces frais sont à 77% imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de période d'information publique et de consultation du dossier par le public, les mandats d'enquête et d'audience publique, les mandats d'enquête avec médiation ou les mandats de consultation ciblée.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CAG/ITQ).

Exercice 2023-2024

Type	Coût total \$	Acquisition de biens \$	Services internes \$	Services CAG/MCN \$	Services externes \$
Matériel	25	25			
Logiciels/licence	60 377		165		60 212
Autres biens capitalisés	29 653	29 653			
Télécommunication et téléphonie	41 693			8 065	33 627
Entretien	95 900			208	95 692
Services	23 680			7 406	16 274
Total - Fonctionnement et immobilisation	251 328	29 678	165	15 680	205 805
Rémunération personnel en TI (donnée en date de la paie 26)			324 400		
Total	251 328	29 678	324 565	15 680	205 805

Les dépenses présentées sont en date du 31 janvier 2024. Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles, les dépenses prévues sont de 954 900 \$(583 300 \$ en dépense de fonctionnement et investissement)

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés en 2023-2024.

Aucun mandat en 2023-2024.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 :

- a) le nom de toutes les campagnes ;**
- b) les coûts de ces campagnes ;**
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;**
- d) les dates de diffusion de la campagne ;**
- e) les objectifs visés par chaque campagne.**

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation réalisée par le BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;**
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires.**
- c) le montant qui leur a été accordé.**

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme et les raisons du rejet.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

-
- a) Le BAPE compte, au 31 janvier 2024, 12 personnes dont les tâches comportent en partie de s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.
 - b) Le BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement pour la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
 - c) Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
 - d) Se référer à la demande générale 06
 - e) Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour l'année 2023-2024, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2024-2025.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2023-2024.

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités de directions, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2023-2024. Indiquer, pour chacun :

- a) le(s) mandat(s) ;
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires) ;
- c) les rencontres tenues en 2023-2024 ;
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2023-2024 ;
- e) les rencontres prévues en 2024-2025 avec l'objet et l'échéancier.

Comité	Son mandat	Liste des membres
Comité – mieux communiquer les évaluations environnementales	Les travaux de ce comité consistent à réfléchir aux moyens pouvant être déployés pour : • Mieux faire connaître la pratique de l'évaluation environnementale au Québec; • Assurer une meilleure compréhension du rôle des principaux intervenants du domaine; • Vulgariser la méthodologie et les rapports d'étude d'impact afin de permettre leur meilleure compréhension par tous les lecteurs; • Faciliter la participation des parties prenantes au processus d'évaluation environnementale; • Bonifier la compréhension des enjeux environnementaux et sociaux par les décideurs; • Réduire l'opacité des études d'impacts pour en faire de véritables outils de prise de décision collective. Rencontre(s) en 2023-2024 : aucune rencontre	MELCC, BAPE, MÉI, ACÉI, MTQ, HQ, Télug, INRS-ETE, WSP, SNC, Tetrattech, Pesca, AMQ, CRE Montréal, AQÉI, ACS
Comité consultatif technique des sciences et des connaissances	Le Comité consultatif technique de la science et des connaissances fournit à l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) de l'information et des conseils spécialisés sur des questions liées aux évaluations environnementales, aux évaluations d'impact ainsi qu'aux évaluations régionales et stratégiques. Les sujets qui peuvent être examinés par le Comité comprennent des questions scientifiques, environnementales, sociales et économiques, et des questions portant sur la santé et les genres ainsi que sur les connaissances autochtones. Le Comité sera composé d'experts qui travailleront à titre personnel et fourniront à l'Agence des conseils qui ne sont pas propres à un projet. Rencontre (s) en 2023-2024 : 2 rencontres.	Marie-Hélène Gauthier (BAPE), Agence d'évaluation d'impact du Canada et des représentants de chaque province

Comité	Son mandat	Liste des membres
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du MELCC, le CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent), qui accompagnent le ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Mandat : - Établir des orientations communes pour la poursuite de la démarche gouvernementale de développement durable. - Participer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à son suivi en contribuant, notamment, à l'élaboration et à la validation d'indicateurs, de même qu'à la production et à l'approbation des états d'avancement périodiques et des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable. - Déterminer ou suivre des mesures pour favoriser une meilleure harmonisation et la complémentarité des interventions menées dans l'administration publique afin de créer une convergence à un haut niveau pour atteindre les cibles gouvernementales fixées. - Déterminer des mesures pour favoriser l'intégration du développement durable et de ses principes dans les politiques, les plans et les programmes du gouvernement, en considérant les contextes administratifs et financiers dans lesquels évoluent les ministères et organismes. - Informer les membres des nouveaux enjeux liés au développement durable, définir des actions structurantes d'envergure gouvernementale ou soutenir leur mise en œuvre, afin d'agir au besoin au-delà des thèmes véhiculés dans la Stratégie. - Contribuer à la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable aux échelles nationale et internationale dans le cadre des interventions du gouvernement. - Jouer un rôle-conseil à l'égard du Forum des sous-ministres sur des sujets stratégiques qui requièrent des décisions de haut niveau. Rencontre(s) en 2023-2024 : 4 rencontres	MELCC,MCC,MFA,MJQ,MSSS,MSP,MAP AQ,MEI,MÉES,MTESS,MERN, MIFI,MAMH,MFQ,MFFP,MRIF,MTQ, MCE,MTOU,SCT, BAnQ,BAPE,CAG,CCQ,CNESST, CPTAQ,CCQF,FADQ,FRQ (3), HydroQc,Invest-Qc, ISQ,INESSS, Loto-Qc,Régie Énergie OPC,OPHQ,RAMQ,RBQ,ARQ, Recyc-Qc,Retraite-Qc,SAAQ,SAQ, SÉPAQ, STQ, SHQ, SCCQ, SPN SQI, SQDC,TEQ

Comité	Son mandat	Liste des membres
Comité interministériel en éducation au développement durable	Mandat: Sous la responsabilité de la Direction des politiques du ministère de l'Éducation (MEQ), le comité interministériel en éducation au développement durable se réunit au minimum deux fois par année. Il est composé de ministères et organismes ayant déjà créé du matériel pédagogique en lien avec le développement durable (pilier environnemental et pilier social). Responsabilités: Les attributions spécifiques des membres du comité interministériel sont les suivantes : • Assister à au moins deux rencontres annuelles; • Brosser un portrait du matériel pédagogique en lien avec le développement durable produit par les ministères et organismes; • Informer le MEQ de tout nouveau matériel pédagogique produit en lien avec le développement durable; • Accepter le partage du matériel pédagogique avec le réseau scolaire; • Discuter des meilleures pratiques de diffusion et de promotion du matériel; • Le cas échéant, le MEQ pourra également soutenir les ministères ou organismes qui souhaitent développer du matériel, notamment en établissant des liens avec le réseau scolaire. Rencontres tenues en 2023-2024: 2 rencontres	MAPAQ, MERN, MELCCFP, BAPE, Commission de la capitale nationale du Québec, CDPDJ (Commission des droits de la jeunesse et des droits de la personne), Élections Québec, Hydro-Québec, INMQ (Instut national des mines), RECYC-QUÉBEC, SEPAQ, Télé-Québec

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Démarches effectuées en 2023-2024 pour l'établissement d'un comité consultatif jeunesse et celles qui sont planifiées pour 2024-2025.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2023-2024. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

- a) l'objet des consultations ;**
- b) le moyen utilisé ;**
- c) les dates de rencontres ;**
- d) les communautés et les personnes consultées ;**
- e) les résultats des consultations ;**
- f) les montants afférents ;**
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2024-2025.**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement n'a pas la responsabilité de mener des consultations auprès des communautés autochtones, cette obligation de consultation incombant à la Couronne.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2024

ÉTUDE DES CREDITS 2024-2025

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'Opposition

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Nombre de projets pour lequel un mandat a été donné au BAPE en vertu de la LQE pour la dernière année écoulée
2.	Titre des projets et noms des promoteurs
3.	Nombre de séances d’audience publique et lieu des séances
4.	Nombre de mémoires oraux et écrits déposés pour chacun
5.	Fournir l’évolution du budget alloué au BAPE depuis l’an dernier, par secteur. Nommer les raisons de toute baisse de ce budget.
6.	Indiquer les mesures correspondant à une analyse différenciée des sexes (ADS) intégrées aux données pour la dernière année écoulée, ainsi que les mesures à venir.
7.	Filière batterie

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de projets pour lequel un mandat a été donné au BAPE en vertu de la LQE pour la dernière année écoulée.

Type de mandat	Nombre de mandat
Période d'information publique	4
Mandats d'enquête et d'audience publique	5
Mandat de consultation ciblée	1
Total	10

Donnée au 31 janvier 2024

.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Titre des projets et nom des promoteurs

Titre des projets	Nom du promoteur
Période d'information publique	
Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	Énergir
Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminés à Saint-Ambroise	RSI Environnement
Projet éolien Des Neiges - Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	Société de projet BVH1, s.e.n.c.
Projet de parc éolien Mesgi'g Ugju's'n 2 dans la MRC d'Avignon	Parc éolien Mesgi'g Ugju's'n 2 (MU2) S.E.C.
Mandats d'enquête et d'audience publique	
Projet de réaménagement de la cellule n° 6 au centre de traitement Stablex à Blainville	Stablex Canada inc.
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique à Champlain	Énercycle
Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	Énergir
Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminées à Saint-Ambroise	RSI Environnement
Projet éolien Des Neiges - Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	Société de projet BVH1, s.e.n.c.
Mandat de consultation ciblée	
Projet de parc éolien Mesgi'g Ugju's'n 2 dans la MRC d'Avignon	Parc éolien Mesgi'g Ugju's'n 2 (MU2) S.E.C.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de séances d’audience publique et lieu des séances.

Titre des projets	Nombre de séances 2023-2024	Lieu des séances ⁽²⁾
Période d’information publique		
Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	1 séance	Mirabel
Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminés à Saint-Ambroise	1 séance	Saint-Ambroise
Projet éolien Des Neiges - Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	1 séance	Beaupré
Projet de parc éolien Mesgi'g Ugju's'n 2 dans la MRC d'Avignon	1 séance	Ristigouche-Sud-Est
Mandats d’enquête et d’audience publique		
Projet de modification des limites du parc national du Mont-Orford ⁽¹⁾	2 ^e partie : 6 séances	Orford
Projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stablex à Blainville	1 ^{re} partie : 4 séances	Saint-Eustache
	2 ^e partie : 2 séances	Sainte-Thérèse
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique à Champlain	1 ^{re} partie : 3 séances	Champlain
	2 ^e partie : 2 séances	
Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	1 ^{re} partie : 2 séances	Saint-Jérôme
	2 ^e partie : 2 séances	
Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminés à Saint-Ambroise	1 ^{re} partie : 2 séances	Saint-Ambroise
	2 ^e partie : 2 séances	
Projet éolien Des Neiges - Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	1 ^{re} partie : 3 séances	Beaupré

Données au 31 janvier 2024

- 1. Lettre-mandat reçue en 2022-2023.
- 2. Les séances publiques sont également disponibles en webdiffusion.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de mémoires oraux et écrits déposés pour chacun.

Titre des projets	Mémoires oraux	Mémoires écrits	Commentaires
Mandats d'enquête et d'audience publique			
Projet de modification des limites du parc national du Mont-Orford	8	73	0
Projet de réaménagement de la cellule no 6 au centre de traitement Stablex à Blainville	7	35	103
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique à Champlain	0	18	1
Projet de raccordement du complexe de valorisation des biogaz et de biométhanisation de WM de Sainte-Sophie au réseau de Gazoduc TQM à Mirabel	5	11	0
Projet d'optimisation et d'ajout d'un procédé thermique de traitement de sols et d'autres matières contaminés à Saint-Ambroise	4	20	34

Donnée au 31 janvier 2024

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Fournir l'évolution du budget alloué au BAPE depuis l'an dernier, par secteur. Nommer les raisons de toute baisse de ce budget.

	2023-2024	2022-2023
Rémunération	6 662,4	6 461,7
Fonctionnement	1 765,0	1 758,3
Investissement	88,3	126,6
Amortissement	28,3	28,3
Total des crédits autorisés	8 487,4	8 318,3

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les mesures correspondant à une analyse différenciée des sexes (ADS) intégrées aux données pour la dernière année écoulée, ainsi que les mesures à venir.

Chaque projet soumis au BAPE pour examen public par le ministre responsable de l'environnement est évalué selon une démarche systématique d'analyse qui comprend une intégration du développement durable. Celle-ci est supportée par des outils tels que le guide de cadrage et d'intégration des principes de développement durable ainsi que les fiches d'interprétation pour chacun des principes. Récemment, ces fiches ont été revues afin d'y intégrer la dimension ADS+ ainsi que les 17 objectifs de développement durable des Nations unies. Notons que ces documents sont publics et disponibles sur le site web du BAPE.

De plus, les commissions d'enquête, lors de la phase de questionnement sur des projets soumis pour examen public, intègrent la dimension ADS+ si elles ont des raisons de croire que le projet peut comporter des enjeux à impacts différents selon les sexes.

Notons par ailleurs que la dernière trousse pédagogique produite par le BAPE portant sur un projet minier contient une étude d'impact fictive qui a été réalisée en intégrant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Filière batterie

- a. État de situation de la filière batterie et des évaluations du BAPE ;**
- b. Fournir les analyses effectuées sur des projets de la filière batterie ;**
- c. Rapport de conformité du projet avec les réglementations environnementales ;**
- d. Études d'évaluation d'impact des installations sur la biodiversité locale et mesures de compensation ;**

Le BAPE ne s'est vu confier aucun dossier relatif à la filière batterie. Par conséquent, aucune étude et travaux relatifs à ce sujet.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE TROISIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2024

ÉTUDE DES CREDITS 2024-2025

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe de l’Opposition

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

12.	Budgets régionaux
13.	Comités interministériels et autres
14.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2023-2024.

Se référer à la réponse 18 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2023-2024. Indiquer, pour chacun :

- a) le(s) mandat(s);**
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
- c) les rencontres tenues en 2023-2024;**
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2023-2024;**
- e) les rencontres prévues en 2024-2025 avec l'objet et l'échéancier.**

Se référer à la réponse 19 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2023-2024. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a) l'objet des consultations;**
- b) le moyen utilisé;**
- c) les dates des rencontres;**
- d) les communautés et les personnes consultées;**
- e) les résultats des consultations;**
- f) les montants afférents;**
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2024-2025.**

Se référer à la réponse 21 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.